

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE .....	7
PRINCIPAUX SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....	11
SOMMAIRE .....	15
INTRODUCTION .....	17

### PREMIÈRE PARTIE

#### LE COMPTE EN TANT QUE BIEN

##### TITRE I

##### L'identification du bien

CHAPITRE I : <b>La construction de la notion juridique de compte</b> ...	37
<i>Section 1. La présentation par opposition</i> .....	37
§1. La franche opposition menée entre compte juridique et cadre comptable : l'émancipation du compte juridique .....	38
A. Dissociation entre la forme des comptes .....	39
B. Dissociation entre les effets des comptes : l'apparition du modèle du compte courant .....	47
I. L'élaboration de la distinction entre cadre comptable et cadre juridique .....	49
a. Le compte courant comme manifestation de la novation ..	52
b. Le compte courant comme manifestation de la compensation .....	61
1. Position favorable à la compensation .....	62
2. Insuffisance apparente de l'explication .....	65
fondée sur la compensation .....	65
II. L'actualité de la distinction : le différé .....	71

§2. La réticence face aux oppositions entre compte juridique et compte courant : la consécration du compte courant .....	76
A. La remise en cause de l'opposition classique entre le compte de dépôt et le compte courant .....	77
B. Le rejet d'oppositions fondées sur la qualité d'un correspondant ..	85
<b>Section 2. La présentation par identification : la vigueur du modèle du compte courant</b> .....	88
§1. La règle de l'assimilation .....	88
A. La justification de l'assimilation .....	89
B. Une dérogation à l'assimilation : l'hypothèse du compte courant d'associés .....	91
§2. La mise en œuvre de l'assimilation .....	94
A. Le compte de tutelle .....	95
B. Le compte de récompenses .....	100
C. Le compte d'indivision .....	107
D. Le compte de mandat .....	112
<b>CHAPITRE II : Le devenir des éléments appréhendés par le compte</b>	119
<b>Section 1. L'affirmation traditionnelle de la disparition des éléments du fait de leur entrée en compte</b> .....	120
§1. Une analyse doctrinale contrastée .....	121
A. La disparition des créances : une analyse doctrinale quasi-unanime .....	121
B. La disparition des titres : une analyse doctrinale modifiée .....	122
§2. Critique des supports de l'analyse de la disparition de la créance par introduction en compte .....	135
A. L'introduction d'un régime propre au compte : un support peu significatif .....	136
B. La perte des sûretés : un support contestable .....	140
<b>Section 2. La remise en cause de la disparition des créances du fait de leur entrée en compte</b> .....	143
§1. La survie des créances entrées en compte .....	143
A. Argument tiré de la contre-passation .....	146
I. Analyse classique de la contre-passation .....	146
II. Critique de l'analyse classique de la contre-passation .....	149
B. Argument tiré de la revendication du commettant .....	152
§2. Le maintien des titres .....	156
A. Les mécanismes comparables au compte .....	158
I. Les registres utilisés en matière de publicité foncière .....	158
II. Les registres utilisés en matière de titres nominatifs .....	161
B. Analyse retenue quant à la nature de l'inscription .....	168

I. Absence d'incidence des règles relatives au transfert de propriété des titres sur la nature de l'inscription .....	170
II. Défense de l'assimilation entre l'inscription et la valeur mobilière .....	173
TITRE II	
<b>Nature juridique du compte</b>	
<b>CHAPITRE I : L'autonomie du compte .....</b>	<b>181</b>
<i>Section 1. La perte d'autonomie du compte en tant que mécanisme de droit des obligations .....</i>	<i>182</i>
§1. Exposé de l'analyse classique : le compte est un mécanisme de droit des obligations autonome .....	182
A. Présentation des mécanismes voisins du compte .....	182
B. Mise en valeur de leur parenté par rapport au compte .....	186
§2. Critique : l'absence d'autonomie du compte en tant que mécanisme de droit des obligations .....	193
A. Assimilation entre le rapport de dettes et le compte .....	194
B. Assimilation entre la compensation et le compte .....	196
C. Assimilation entre le droit de rétention et le compte .....	199
<i>Section 2. L'autonomie du compte en tant que mécanisme de droit des biens .....</i>	<i>207</i>
§1. L'analyse du compte en tant que mécanisme de droit des biens ....	208
A. L'exigence de la présence d'une forme .....	208
B. L'exigence de la présence d'une richesse .....	212
§2. Les comptes constitutifs d'un bien .....	213
<b>CHAPITRE II : La qualification du compte .....</b>	<b>217</b>
<i>Section 1. La notion d'universalité de fait .....</i>	<i>220</i>
§1. Les étapes dans le développement de la notion d'universalité de fait .	220
A. L'interprétation de l'universalité au regard du droit romain .....	221
I. L'apport romain .....	221
II. L'apport romain « redécouvert » .....	226
B. L'autonomie de l'universalité de fait .....	228
I. L'universalité de fait refoulée : l'élaboration de la théorie du patrimoine .....	228
a. La primauté à l'universalité de droit : l'analyse du patrimoine en tant qu'universalité de droit .....	229
b. L'affaiblissement corrélatif de l'universalité de fait .....	237
II. L'universalité de fait sollicitée : l'élaboration de la théorie du fonds de commerce .....	241
a. Une perception de l'universalité de fait éclatée .....	242
1. La persistance du rejet de la notion d'universalité de fait	243

2. L'éparpillement des significations de l'universalité de fait	245
b. Les éléments nécessaires à une théorie de l'universalité de fait	251
§2. L'universalité de fait dans le droit contemporain	255
A. Un support incertain	257
I. L'atténuation des effets prétendus : l'exemple de la bibliothèque	257
II. L'utilisation peu novatrice : l'exemple du fonds libéral	261
B. Appréciation critique	266
I. Critique du domaine assigné à l'universalité de fait	266
II. Critique des effets	272
a. La négation de l'accroissement de valeur dû à l'existence de l'universalité	273
b. La négation d'un facteur de rapprochement : l'accroissement de valeur dû à la présence d'un bloc de contrôle	274
<b>Section 2. Le compte comme universalité de fait</b>	278
§1. Le compte de titres en tant qu'universalité de fait	278
A. L'éligibilité des valeurs à l'universalité	281
I. L'origine de la distinction entre les titres de placement et les titres de contrôle	282
a. L'indisponibilité des titres suite à une manifestation de volonté	286
b. L'indisponibilité des titres du fait de leur qualité	288
B. L'aptitude au démembrement du portefeuille par la multiplication des universalités	292
I. La multiplication des universalités par la volonté du propriétaire	292
II. La multiplication des universalités par la présence de comptes distincts	296
§1. Le compte de sommes d'argent en tant qu'universalité de fait	298
A. La présence de l'universalité de fait	298
I. La pluralité des créances	299
II. La liaison des créances : le solde provisoire	305
a. La substitution du compte à la créance : la seule considération du solde	305
b. La nature du solde : la question de la monnaie scripturale	312
B. Le périmètre de l'universalité	326
I. Les comptes ne regroupant que des sommes appartenant à leur titulaire	327

SECONDE PARTIE  
L'INSERTION DU BIEN DANS LE COMMERCE JURIDIQUE

TITRE I

**L'utilité dogmatique du compte**

<b>CHAPITRE I : Le caractère avantageux du recours au compte</b> . . . . .	347
<i>Section 1. La mise en exergue de la valeur par le recours à la technique de l'universalité</i> . . . . .	348
§1. De la prise en considération de la valeur par le droit des biens . . . . .	349
A. Le développement de la prise en considération de la valeur . . . . .	349
B. Les techniques classiques révélant la prise en considération de la valeur . . . . .	355
§2. De la prise en considération de la valeur par l'universalité de fait . . . . .	360
<i>Section 2. Contestation des limites prétendues du recours à l'universalité</i> . . . . .	363
§1. Le transfert de propriété de l'universalité (l'exemple de la vente de l'universalité) . . . . .	364
A. Le formalisme . . . . .	365
I. La solution jurisprudentielle . . . . .	366
II. Le formalisme applicable à la cession de l'universalité . . . . .	368
B. La détermination de l'objet . . . . .	372
I. La précision de l'objet . . . . .	373
II. L'évolution de l'objet . . . . .	376
§1. La possession de l'universalité . . . . .	380
A. La possession d'une universalité en tant qu'ensemble de biens . . . . .	383
I. Dénégation des arguments contraires à la possession de l'universalité . . . . .	383
a. La question de la possession du fonds de commerce . . . . .	383
b. La question de la possession de l'hérédité . . . . .	385
II. Défense des arguments favorables à la possession de l'universalité . . . . .	388
a. Les éléments nécessaires à la possession . . . . .	389
1. Rappel des règles générales . . . . .	389
2. Application des règles générales à la possession de l'universalité . . . . .	392
b. Proposition d'un régime de la possession de l'universalité . . . . .	393
B. La possession d'une universalité en tant que bien incorporel . . . . .	396
<b>CHAPITRE II : Le caractère nécessaire du recours au compte</b> . . . . .	405
<i>Section 1. L'incidence de la fongibilité sur les droits réels</i> . . . . .	406
§1. La position classique : la fongibilité chasse les droits réels . . . . .	407

§2. Une amorce d'évolution : la fongibilité préserverait les droits réels . .	409
A. La revendication des choses fongibles . . . . .	409
I. La justification par l'invocation de la jurisprudence . . . . .	410
II. La justification par l'invocation de la loi . . . . .	416
B. Les droits réels sur les choses fongibles . . . . .	422
<b>Section 2. Le compte, instrument d'appropriation des choses fongibles .</b>	<b>430</b>
§1. La propriété du compte . . . . .	431
A. La justification de la propriété du compte . . . . .	432
B. Les manifestations de la propriété du compte en droit positif . . .	436
I. La procédure collective d'un teneur de compte-titres . . . . .	437
II. La procédure collective d'un établissement de crédit . . . . .	444
§2. La répartition des pouvoirs sur le compte . . . . .	450
A. Critique de la position faisant du titulaire du compte le possesseur des inscriptions . . . . .	450
I. Présentation . . . . .	451
II. Critique . . . . .	452
B. Le titulaire du compte est le possesseur du compte . . . . .	454

## TITRE II

## L'utilité pratique du compte

<b>CHAPITRE I : L'utilité du recours au compte en tant qu'objet d'obligations . . . . .</b>	<b>459</b>
<b>Section 1. L'utilité de l'universalité de fait en tant que bien distinct . . .</b>	<b>460</b>
§1. L'illusion d'une vaste simplification . . . . .	460
A. La simplification potentielle en présence d'une inaliénabilité . . . .	461
B. La simplification potentielle en présence d'une restriction à la circulation . . . . .	467
I. Le formalisme applicable à la cession de créance . . . . .	468
II. Le formalisme applicable à la cession de titres . . . . .	469
a. L'obligation d'intermédiation . . . . .	470
b. Les clauses restreignant la libre disposition des actions . . .	475
§2. La réalité d'une prise en considération limitée . . . . .	477
A. La prise en considération du compte par l'affirmation du gage avec dépossession . . . . .	478
B. La prise en considération du compte par la reconnaissance de la vente en bloc de titres . . . . .	485
<b>Section 2. L'utilité du bien distinct en tant qu'universalité de fait . . . . .</b>	<b>487</b>
§1. La dissociation entre la possession et la gestion . . . . .	488
A. Une faculté de gestion offerte au non-possesseur . . . . .	489
B. Une faculté de gestion spécifique . . . . .	492
I. Des techniques concurrentes . . . . .	492

a. La concurrence du transfert de propriété .....	492
b. La concurrence du patrimoine autonome .....	494
II. Un fonctionnement spécifique pour l'universalité .....	494
§2. La préservation de la propriété des biens ou les atouts de l'unicité .....	498
A. Le legs d'un compte .....	498
I. Les agissements du bénéficiaire .....	498
II. Les agissements du testateur .....	500
B. Le compte, bien propre d'un époux .....	503
I. Le formalisme du remploi .....	504
C. Le nantissement du compte .....	510
<b>CHAPITRE II : La modification de la composition du compte .....</b>	<b>513</b>
<b><i>Section 1. Le fondement des évolutions du compte .....</i></b>	<b><i>513</i></b>
§1. Le rejet d'une justification fondée sur la propriété .....	514
A. Une justification ne tenant pas compte de la spécificité de l'universalité .....	514
B. Une justification ne correspondant pas à la position de la jurisprudence .....	517
§2. L'admission d'un pouvoir en l'absence de propriété .....	518
A. Un pouvoir fondé sur la nature de l'acte .....	518
B. Un pouvoir fondé sur la structure du bien .....	522
I. Du nécessaire recours à la subrogation .....	523
a. Rejet de l'explication fondée sur l'idée de compte .....	523
b. Rejet de l'explication fondée sur l'idée de fungibilité .....	525
II. L'admission de la justification fondée sur la subrogation .....	527
a. La légitimité de la subrogation .....	527
b. La limite de la subrogation .....	529
<b><i>Section 2. L'étendue des restitutions .....</i></b>	<b><i>532</i></b>
§1. Les directives d'interprétation .....	533
A. L'étendue des restitutions dans le cadre de l'usufruit d'un troupeau .....	534
B. L'étendue des restitutions dans le cadre d'un bail à cheptel .....	539
§2. La solution proposée pour la restitution du compte .....	541
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>	<b>545</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>549</b>
<b>INDEX .....</b>	<b>587</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>591</b>